

Désordinateurs : "Innovation sociale numérique: le chaînon manquant"

✘ Avec l'aimable autorisation d'[AlterEcoPlus](#), nous reproduisons ici la chronique mensuelle de Daniel Kaplan, "Désordinateurs". Cet article constitue la [cinquième livraison](#), datée d'avril 2015.

Bruxelles, siège de la Commission européenne, 17 février 2015. Dans une salle de Gasperi bien remplie, l'ONG britannique Nesta et ses partenaires présentent les résultats d'un long travail sur « [l'innovation sociale numérique](#) ». De quoi s'agit-il ? « *D'un type d'innovation collaborative dans laquelle les innovateurs, les utilisateurs et les communautés créent ensemble des connaissances et des réponses à une grande variété de besoins sociaux, en exploitant le pouvoir de l'internet.* » Mais encore ? Wikipedia bien sûr, mais encore [OpenSpending](#), qui trace et met en discussion la dépense publique dans (disent ses promoteurs) 73 pays ; [SafeCast](#), un réseau de « capteurs citoyens » pour produire des mesures fiables de la radioactivité, en commençant par le Japon post-Fukushima ; [CrisisNet](#) d'Ushahidi, qui collecte et organise très rapidement des données pour aider à traiter des crises naturelles ou humaines...

Le directeur général en charge des Réseaux de communication, contenu et technologies (CNECT) pour la Commission européenne, Robert Madelin, trente ans d'Europe au compteur, nous ouvre la porte : on a besoin de vous, on veut changer, mais attention, tout le monde ne pense pas comme nous, donc aidez-nous à vous aider. Rien de personnel, il dit ça à toutes les ONG, c'est même sincère. En ateliers, l'après-midi, ses adjoints remettent le couvert : fournissez-nous les arguments, montez des projets qu'on puisse pousser, nouez des alliances. La culture du lobbying – tout à fait officielle à Bruxelles – est devenue une seconde nature.

1 062 organisations en Europe et 663 projets

Habité par son sujet, Francesca Bria, de Nesta, intervient en patronne du projet. Elle a ses exemples en bouche. L'enquête a répertorié 1 062 organisations en Europe et 663 projets, c'est beaucoup. La classification qu'elle propose est parlante : « Nouvelles manières de produire », « Economie collaborative », « Démocratie ouverte », « Réseaux d'alerte et d'action » (crises, environnement...), « Accès ouvert » (connaissances, données, standards...), « Financement, incubation et accélération » (facilitation de projets).

Puis les intervenants montent sur scène. Ils viennent de toute l'Europe et même d'outre-Atlantique, avec la star techno-sceptique Evgeny Morozov. Avec énergie et conviction, ils décrivent leurs projets, tous passionnants : logiciels et matériels « libres », démocratie, données et innovation « ouvertes », « plateformes » de création, de participation, de collaboration, d'échange ou de partage, « réseaux » d'individus ou d'initiatives, « labs », « espaces »...

Problème de substance

... Et quelque chose manque. Quoi ? La substance des innovations, ce qu'il se propose effectivement sur le terrain à l'usage de personnes pour répondre à leurs besoins ou aspirations. Comme souvent quand il est question du lien entre le numérique et les questions sociales ou environnementales, il manque un chaînon. Le numérique y apparaît comme une pure énergie, une possibilité d'agir, un potentiel qu'il ne faut surtout pas encadrer. Le « social » d'« innovation sociale » apparaît, lui, à la fois comme un but, une valeur et une modalité, mais un peu abstraits. Le lien se fait mal.

Les innovateurs sociaux numériques présents à Bruxelles viennent d'abord du numérique. Ils fabriquent des outils. Ils ne doutent pas une seconde que ces outils produiront des changements désirables. Ils ne ressentent pas particulièrement le besoin de le vérifier.

Il manquait à Bruxelles des innovateurs sociaux enracinés dans une communauté, dans un problème social, sanitaire ou environnemental, qui auraient fait évoluer leurs pratiques grâce au numérique. Il manquait aussi un retour de ceux auxquels l'usage social des capacités numériques est censé distribuer des connaissances et du pouvoir. Dans quelles circonstances cela fonctionne-t-il, ou non ? A qui servent les Fab Labs ? SafeCast, combien de capteurs ? Quels effets la contribution massive d'internautes bienveillants mais distants à des outils web de gestion de crise produit-elle réellement sur le terrain ? Et en définitive, pourquoi, malgré tous ces efforts, les innovateurs sociaux semblent-ils dans leur immense majorité continuer à agir sans autre aide du numérique que l'e-mail et le SMS ?

Le numérique gêne

Un peu plus tôt dans la journée, le patron de Nesta, Geoff Mulgan, que l'on décrit depuis qu'il conseillait Tony Blair comme l'un des hommes les plus brillants de sa génération, nous orientait dans une première direction : le numérique gêne, parce qu'il permet à des innovations sociales réussies de s'étendre dans des proportions inimaginables jusqu'ici, débordant ainsi des marges dans lesquelles on aimait bien les cantonner. Wikipedia a fait disparaître le marché des encyclopédies, et quelques centaines d'emplois avec ; le bénéfice collectif qu'apporte son existence compense mille fois cette perte, mais il ne se mesure nulle part et certainement pas dans le PIB. Mais l'excellent connaisseur de toutes les formes d'innovation sociale qu'est Mulgan était sans doute trop poli pour évoquer devant cette audience une seconde raison : certain qu'il est de représenter l'avenir, le petit monde du numérique, social ou non, préfère souvent se regarder lui-même (avec amour) plutôt que de négocier les aspérités du terrain.